

CIBLE

ÉCOLE

Lors de son arrivée à Maignon, M. Balladur s'était présenté en restaurateur de l'État impartial. Et voici quelques semaines, le Premier ministre avait déclaré que les réformes ne devaient pas heurter la société.

Le vote à la sauvette de la loi sur le financement des établissements privés d'enseignement par les collectivités locales est en contradiction flagrante avec les intentions ainsi énoncées :

- le gouvernement et sa majorité accordent des avantages substantiels à un groupe de pression, sur la foi d'un rapport étrangement et hâtivement exploité, avant même que ledit groupe de pression ait fait publiquement part de ses demandes et de ses éventuelles inquiétudes.

- ce faisant, le gouvernement a rallumé la guerre scolaire, après dix années ou presque de paix au cours desquelles les contentieux ont été tranquillement réglés. Alors que le tissu social est profondément déchiré, cette attitude belliqueuse est intolérable.

Nous avons défendu l'enseignement privé en 1984 au nom du principe de liberté. Nous défendrons l'enseignement public - qui est celui de la nation - au nom des principes de justice et de laïcité. Les uns et les autres sont compatibles en droit comme en fait.

DROITE

Une politique à hauts risques



Bloc-notes

François Mauriac

(p. 9)

Entretien

Le Prince de Monténégro

(p.6/7)

M 2242 - 612 - 15,00 F



Plus loin que l'Uruguay...

Face à la volonté hégémonique des États-Unis, nous avons dit et répété que le soutien au gouvernement français s'imposait. Et même si tous les objectifs annoncés n'ont pas été atteints - dans le domaine agricole tout particulièrement - la résistance française à la pression américaine a été victorieuse grâce à l'action conjointe du président de la République et du Premier ministre, du ministre des Affaires étrangères et du ministre de la Culture - sans oublier celui de la Communication.

Sans diminuer le mérite de ses collègues, il faut souligner le remarquable travail diplomatique accompli par Alain Juppé qui a su rassembler nos partenaires européens, notamment les Allemands sur le dossier agricole défendu par la France, et les Anglais dans la bataille pour l'exception culturelle. Au total, le bilan de la négociation fait ressortir les points suivants :

- le secteur de l'audiovisuel a été retiré de la négociation, et les industries culturelles française et

Dans la négociation du GATT, la France a obtenu de beaux succès. Et elle a raison de dire que c'est toute l'organisation du commerce mondial qui est à repenser.

européenne obtiennent un répit qui doit être mis à profit pour mettre en oeuvre une politique commune de l'audiovisuel.

- dans le domaine agricole, les résultats sont beaucoup moins favorables puisque l'Europe s'est engagée à réduire ses exportations de céréales subventionnées. Contrairement à ce qu'ont répété nombre de journalistes, l'affaire ne concerne pas les « gros céréaliers », qui vendent leur production à prix garanti à des coopératives ou à des sociétés de négoce, mais la politique d'exportation française des produits agricoles considérés : en acceptant de réduire son surplus exportable (qui est vendu hors CEE par une subvention indirecte au pays acheteur), la France risque de voir augmenter la part de terres mises en jachères et connaîtra dans les prochaines années une baisse de l'excédent de sa balance commerciale. Les députés de droite qui avaient promis

que rien ne serait cédé ont bonne mine ! Quant à la FNSEA, elle maugrée mais ne s'insurge pas - en raison des compensations financières obtenues et peut-être aussi pour des raisons politiques. Nul ne saura jamais si le même accord, signé par un gouvernement socialiste, aurait été accueilli avec la même résignation...

- sur la proposition de la France, le principe d'une nouvelle organisation mondiale du commerce a été retenu. C'est là une excellente initiative car le GATT est un accord partiel, limité dans ses effets, et qui laisse de côté la question essentielle de la monnaie. Dans cet « Accord général sur les Tarifs et le Commerce », il n'y a pas un mot qui ne soit trompeur :

L'accord en lui-même est vicié dans son principe par le fait que les États-Unis sont juge et partie de ses conditions, et s'arrogent le droit de prendre des sanctions contre certains pays ou de pénaliser certains produits qui nuisent à leurs intérêts.

L'accord n'est pas général puisque les grands enjeux du GATT ne concernent que les pays développés : les pays pauvres sont exclus,

et souvent victimes, des compromis passés entre riches.

La question des tarifs douaniers est secondaire : ces tarifs plus ou moins élevés n'ont jamais empêché le commerce international, et leur baisse n'a que des conséquences accessoires sur les échanges : il est illusoire, notamment, d'en attendre un effet de relance global sur l'activité économique.

Enfin, la question du commerce est secondaire par rapport à celle qui concerne la monnaie : n'importe quel accord commercial peut être rendu insignifiant par des variations du cours du dollar venant modifier les prix à l'importation et à l'exportation. Il n'est pas acceptable que l'instrument qui sert à mesurer la valeur ait lui-même une valeur variable : c'est comme si le mètre-étalon mesurait 70 cm de tissu ou 1,50 m en fonction de l'état du marché ou selon la volonté du gouvernement.

Tant que le problème du système monétaire international ne sera pas résolu, les échanges seront profondément perturbés et les États-Unis resteront les maîtres du jeu. La France le dit depuis des années. Sera-t-elle enfin entendue ?

Philippe VILLARET

Aidez-nous, en vous abonnant !

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Plus loin que l'Uruguay - p.3 : Le ton télé - Des résultats trompeurs - p.4 : Stasi - L'Europe selon Séguin - p.5 : La République de Taïwan - p.6/7 : Entretien avec le Prince Nicolas de Monténégro - p.8 : Vos fils et vos filles prophétiseront - Bourdet - p.9 : François Mauriac et le plaisir d'être Français - p.10 : Balzac - Moi, Marie-Antoinette - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Les enjeux se dramatisent.

REDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Dir. de la publication : Yvan AUMONT
Comm. parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (100 F), six mois (185 F), un an (270 F), de soutien (500F)*

(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Le ton télé

Le ton télé n'est pas le téléthon, ni le lété'ton (petit navire) tontaine et tonton. Mais alors qu'est le ton télé et qu'en dira-t-on ?

J'ai bien dit le ton télé et non le kon d'télé, vraiment vous avez mal lu ou mal entendu. En clair, je veux parler du nouveau ton qu'ont adopté (1) les présentateurs de la télévision (privée et publique) depuis quelques mois, ou si vous préférez de l'ambiance télévisuelle.

Mais l'ambiance, c'est quoi ? On ne la mesure pas, on ne la sonde pas. C'est comme l'atmosphère : à peine respirée, déjà envolée. Ce presque rien n'est pas rien, et n'est pas le même pour tout le monde. Je livre donc une simple impression : à la télé, depuis l'été, j'ai cru saisir un changement de ton. Normal, me suis-je dit, que le ton d'été soit un ton sympa, et même supersympa, car les téléspectateurs en vacances n'ont pas envie d'être embêtés avec les mauvaises nouvelles. Mais le ton sympa a persisté tout l'automne. Bien sûr, on a donné les mauvaises nouvelles comme elles venaient mais on a aussi réalisé des équilibres subtils : par exemple, on parle deux minutes des millions de chômeurs, et on fait pendant trois autres minutes un reportage sur un brave chef d'entreprise qui a embauché deux intérimaires. Drôlement chouette, non ?

Et puis ce qui est bien à la télé maintenant, c'est qu'elle passe vite sur les histoires violentes. Quarante blessés en Lorraine au cours d'une manifestation : trente secondes d'images. Des voitures qui flambent en banlieue : une simple mention. Un institut pharmaceutique qui importe du plasma douteux des pays

de l'Est, et c'est à peine si on en parle. Les affaires d'argent sale ne concernent que MM. Noir et Tapie (un à droite, l'autre à gauche, l'équilibre est superchouette !) et les nouveaux dossiers sont traités par dessous la jambe.

D'où ma devinette. Où est passée la télé qui filmait plusieurs jours durant les voitures brûlées de Vaux-en-Velin, qui s'indignait pendant des mois à propos du sang contaminé, qui donnait longuement la parole à tout manifestant en colère,

à tout opposant qui promettait qu'on ne céderait pas un poil de vache sur le GATT ? Où sont passés les journalistes qui faisaient de l'investigation sur les fausses factures, qui convoquaient les ministres

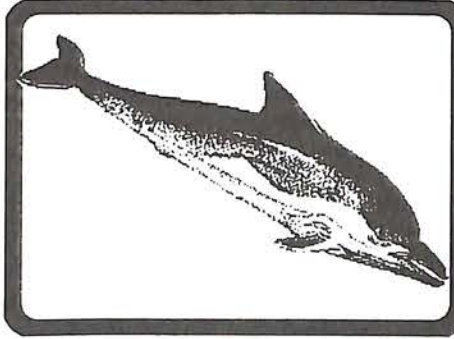
pour de véritables procès ? Et d'ailleurs, où sont passés les opposants ? Des gens parfois sympathiques, parfois nuls ou abjects, mais qui représentent qu'on le veuille ou non des millions et des millions de voix, et qu'on ne voit plus guère.

D'où ma conclusion. On a perdu la télé. Et les journalistes qui vont avec. Et les caméras qui filmaient les méchants. Et les débats où le ton montait, où les mauvais étaient descendus par les sondages du lendemain. Et les catastrophes où le ministre était honteux parce que la ville était tout plein inondée.

On a perdu la télé. Mais Jean-Pierre Elkabach est là. Avec lui, le ton va changer.

C.-Alfred CASSIGNET

(1) Non, je vous jure, les présentateurs n'ont pas adopté un thon...



Est-ce le thon de la télé ?

Des résultats trompeurs...

Les bons résultats de notre commerce extérieur ainsi que ceux obtenus en matière de hausse des prix n'annoncent pas forcément une embellie générale de l'économie mais peuvent dissimuler une nouvelle dégradation.

Si, depuis quelques années déjà, la balance commerciale de la France peut afficher des excédents, ce n'est pas tant que notre industrie soit devenue plus performante, mais c'est davantage le signe que notre économie ne va pas très bien... En effet, un excédent commercial peut être atteint de deux manières : soit par une augmentation des exportations plus importantes que celles des importations, soit par une diminution des importations. Dans un cas, il s'agit d'un résultat plutôt encourageant, révélateur du dynamisme économique d'un pays. Dans l'autre cas, cela signifie, compte tenu de la structure de nos échanges et de notre dépendance à l'égard de l'extérieur pour l'approvisionnement de certains produits que la demande globale est en baisse, ainsi que la consommation et l'investissement qui la soutiennent.

Ainsi les derniers résultats publiés par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) révèlent une chute des importations de 3 % pour les trois premiers trimestres de 1993 et une diminution des exportations de 2,5 % pour la même période. Certes à quelque chose malheur est bon, puisque pendant ce temps notre endettement vis-à-vis de l'étranger ne progresse pas, mais à long terme, cela ne saurait constituer une solution satisfaisante. Car dans le même temps, la consommation des ménages n'a augmenté que de 0,9 % contre 1,7 % en 1992 et les investissements des entreprises sont tombés de plus de 8 points, faisant entrer le Produit intérieur brut marchand (non-compris les services gratuits délivrés par l'Administration) dans une phase de croissance négative : -1,2 % pour les neuf premiers mois de 1993, contre +1,2 % en 1992.

Les résultats de l'inflation ne sont guère plus encourageants et confirment l'analyse qui précède. La stabilité des prix est une prime à une

gestion rigoureuse de l'expansion en période de croissance. Autant dire qu'elle est, dans ce cas, quasiment impossible à atteindre. En revanche lorsqu'une économie est atone, une inflation zéro est le signe d'une dégradation toujours plus prononcée : attentisme des ménages qui retardent leurs achats dans l'attente d'une nouvelle chute des prix, et des entreprises qui retardent leurs investissements, chute des prix destinée à réaliser les stocks dans des conditions point trop mauvaises...

Pour remédier à une situation aussi catastrophique, nous attendions de la part du gouvernement une politique énergique et volontariste. Au lieu de cela, M. Balladur fait de l'esbroufe, à propos du GATT notamment, pour occuper les esprits et les médias. Il privatise, aussi, à tour de bras avec pour objectif de boucler sa loi de finance. On peut aussi remarquer que les aides en tout genre octroyées au groupe de pression des petits et moyennes entreprises n'ont pas entraîné les résultats escomptés.

Ces solutions de replâtrage ne pouvant être définitives, et la crise dans laquelle nous nous trouvons plongés actuellement devant avoir une fin, il conviendrait donc de commencer à préparer l'après-crise. Les conditions politiques semblent réunies, mais la volonté sera-t-elle au rendez-vous ? Sans cela notre économie sera confrontée aux problèmes inverses de ceux évoqués plus haut. Avec la croissance, les importations redémarreront en flèche et les résultats de notre commerce extérieur, ainsi que les chiffres de l'inflation commenceront à se dégrader, sans pour autant être les signes d'une bonne santé de notre économie. Des problèmes d'un autre genre se poseront alors, qui révéleront des trous qui se sont accumulés au fil des ans dans notre tissu industriel.

Pierre LEROY

STASI

L'Europe selon Séguin

A l'heure où une certaine France libérale « gattifie » à qui mieux mieux, la lecture du discours sur l'Europe prononcé par Philippe Séguin à Paris-Dauphine le 1^{er} décembre dernier (1), soit quinze jours avant la normalisation de Genève, est d'autant plus actuelle.

C'est que Séguin, pour lequel parler reste un devoir, aujourd'hui comme naguère (2), et particulièrement sur l'Europe, est de ceux qui « *annoncèrent les impasses présentes* » et « *dont les bouches ne sont pas cousues par leurs erreurs* ».

Aussi devant l'état où se trouve l'Europe, non seulement l'« Union », mais tout le continent, est-il urgent pour Séguin de « *faire la grande Europe sans défaire la communauté* ».

Qu'observe-t-on en effet ? 1) Que « *l'Europe s'est transformée en quelques années de pôle de développement en pôle de récession* », rejoignant l'Afrique dans celle-ci, face au développement de l'Asie et de l'Amérique qui du reste s'organisent ; 2) que l'Europe également, et là était le sens nullement franchouillard de l'« exception culturelle », n'a aucune raison de « *renier le modèle de civilisation et le message universel dont elle est porteuse* » face aux États-Unis, en particulier « *un libéralisme à tonalité sociale* » - qu'ignorent également États-Unis et Asie du Sud-Est - et une « *culture qui se refuse à n'être qu'un produit de consommation* » ; 3) que l'Union européenne, quatre ans après la chute du mur de Berlin, n'a toujours pas avancé dans le projet effectif de la Grande Europe, alors que bien évidemment, Russie y comprise, « *notre nouvelle frontière est à l'Est* » (un certain de Gaulle avait parlé de l'Oural). Ainsi la main aurait dû être tendue à la Yougoslavie par la CEE qui avait là, entre l'Italie et la Grèce, un prolongement géographique naturel et un intérêt évident de stabilité.

Maastricht responsable ? Son esprit, ses orientations, car pour le reste « *Maastricht est moribond* ». Aussi faut-il s'en servir comme « *d'une véritable pédagogie par l'erreur* » et « *tirer les leçons de cet épisode raté* » en rassemblant

sur des perspectives pouvant convenir autant à un grand nombre de tenants passés du oui qu'à la majorité des « non ». Les erreurs ? La monnaie unique, « *entrée dans les faits* » par la « *priorité absolue* » donnée « *à l'économie monétaire contre l'économie réelle* » ; l'ultralibéralisme nous ouvrant aux pays



les plus protectionnistes dont les États-Unis, sans contrepartie et amenant à l'abandon de la préférence communautaire ; avec dans la logique de la monnaie unique, le repli de l'Europe « *des petits sous* » sur elle-même quand « *la reprise à l'Ouest est indissociable du redéveloppement à l'Est* ». Pourtant l'on peut déjà voir comme la rançon d'un égoïsme aveugle sera l'écllosion d'une multitude d'« *États monoethniques* » ! Les leçons à tirer ? Redonner d'abord au politique - des conseils - la prééminence sur le technocratique - de la commission : une esquisse timide dans la dernière ligne droite des négociations du Gatt a montré une certaine efficacité ; redonner à la monnaie commune et non unique un rôle de stabilité monétaire non contraire avec l'autonomie de politiques économiques nationales ; ren-

forcer le rôle des parlements nationaux, seuls détenteurs de légitimité réelle, dans l'élaboration de la législation européenne ; bref rompre avec le carcan technocratique et monétariste et avec les chimères purement libérales et supranationales ; mais aussi - et sans être exhaustif - créer une organisation, à l'échelle de tout le continent, de sécurité et trouver face à une OTAN anachronique « *les moyens d'une solidarité politique et militaire équilibrée* », sans que les États-Unis cessent d'être « *un allié naturel* ». Et sur le plan économique, encourager une zone d'échanges entre les pays de l'Est, dans la perspective active d'une convergence avec l'Ouest et de la Grande Europe. On le voit, Séguin ne laisse rien de côté, n'ignorant pas que cela réclame aussi sur le plan mondial la volonté d'en finir avec un SMI permettant le *dumping* monétaire ou celle de créer une véritable Organisation Mondiale du Commerce.

Car, c'est un nouveau souffle effectivement qu'exige l'Europe, une politique de réelle relance, face à ce fléau dont les libéraux prennent bien vite le parti fataliste, ce chômage source des plus nihilistes désespoirs. Il faut savoir discerner les conditions d'un nouvel espoir - et Séguin s'y emploie sans démagogie - celles des révolutions nécessaires « *face au silence assourdissant des conformismes de toutes sortes* » ; tant il est vrai que cette Europe ancienne n'est jamais vieille que des myopies, des mesquineries ou des lâchetés de ceux qui la dirigent sans imagination, et ne croyant plus en son destin, cherchent à la dissoudre dans la fatalité d'un « *nouvel ordre mondial* », dont la seule et terrible nouveauté, serait précisément son absence à elle. Mais c'est avant tout à l'Europe, forte de ses nations solidaires, de croire en elle. La France serait impardonnable de n'y pas jouer son rôle historique.

Axel TISSERAND

(1) Sur invitation de la très fédéraliste Association Dauphine Espace-Europe.

(2) Voir *Royaliste* n° 608.

La République de Taef

L'un des événements majeurs de l'année 1994 sera la visite du Pape au Liban et à Jérusalem.

Pourquoi parler aujourd'hui du Liban alors que plus personne n'en souffle mot ? Pas un mot de commémoration du pacte national conclu le 22 novembre 1943 qui fonde pourtant toujours le système constitutionnel entre le président maronite, le premier ministre sunnite et le président de l'Assemblée chiite. Ce qu'on présentait comme un modèle de démocratie fondé sur une base confessionnelle, le qualifiant de pont, de pivot, de relais ou de carrefour pour l'ensemble du Proche-Orient, ne dissimule plus une réalité qui se résume à douze familles d'un côté (1), à la *par syriana* de l'autre.

Pourquoi parler du Liban alors que le projet de « Benelux moyen oriental » autour d'Israël, dans la suite de l'accord avec l'OLP et la Jordanie, avec l'appui de la Banque Mondiale, relègue au second plan la reconstruction du Liban ? Juste retour des choses puisque la guerre israélo-arabe de 1948 avait transféré d'Haïfa à Beyrouth le commerce maritime et de Haïfa à Tripoli le raffinage du pétrole irakien. Mauvais coup pour les pétromonarchies du Golfe qui prévoyaient en 1989 de reconstituer au Liban (où la majorité sunnite était désormais reconnue par les accords signés à Taef dans la résidence d'été du

souverain saoudien, grâce à un transfert de pouvoirs du président au premier ministre et à l'application des directives de la Ligue arabe sur la culture et l'enseignement) leur succursale, leur banque, leur casino comme au bon vieux temps ou presque. Pendant que la guerre faisait rage au Liban à partir de 1975, le boom pétrolier enrichissait les intermédiaires libanais qui construisaient les nouveaux palais des cheikhs et autres princes. Le premier d'entre eux devenait le premier ministre à Beyrouth, Rafiq Hariri. La guerre du Golfe, l'épuisement des réserves, le marasme pétrolier, ont déjà mis à mal cette stratégie. L'accord israélo-palestinien lui a donné le coup de grâce.

Ce plan n'était qu'illusion. La spéculation immobilière au centre-ville exacerbe les inégalités sociales avec les banlieues où continuent d'affluer les réfugiés chiites du sud. Économie dont la politique échappe à ses auteurs, domaine réservé de Damas. Comment le Liban ne ferait-il pas les frais financiers et politiques d'un règlement régional concocté entre Israël et la Syrie sous impulsion américaine ? Washington a toujours donné la priorité à un accord entre les deux puissances réalistes du Moyen-Orient. L'accord avec l'OLP n'avait pas son assentiment et l'a pris par surprise. Le secrétaire d'État Christopher, qui ne prend même pas la peine de se rendre au Liban, a clairement fait savoir qu'il ne ferait rien pour le sortir de l'ornière consacrant tous ses efforts à la négociation avec la Syrie, entraînant même Israël contre son gré. Si Clinton rencontre Assad à Genève en janvier, que peut-il lui assurer en échange de sa participation au processus de paix sinon, outre le Golan, la reconnaissance de ses liens « privilégiés » avec le Liban y compris le maintien de ses militaires ?

Contre toutes les apparences, cette situation offre de nouvelles fenêtres diplomatiques. Le Souverain Pontife l'a aussitôt compris. S'il renoue avec l'État d'Israël, s'il s'inscrit comme interlocuteur privilégié de la future discussion du statut de Jérusalem, c'est pour faire de celui-ci le garant de l'indépendance du Liban. De la même façon que sa présence au Liban et celle des chrétiens, dans une relation renouvelée avec les musulmans et le monde arabe, est le garant du dialogue des trois grandes confessions sur le statut de Jérusalem. Tout se tient.

La France commence à faire la même conversion intellectuelle. Pressée par les contraintes budgétaires, elle a choisi de concentrer ses moyens sur le Liban certes au détriment des autres pays arabes mais en faisant aussi le pari sur l'effet multiplicateur de sa présence au Liban. Nécessairement, il lui faut peser parallèlement sur Israël pour que l'option palestinienne d'Oslo ne soit pas remise en cause au profit de la Syrie. Même raisonnement qu'au Vatican : le Liban ne peut réussir que si l'accord signé avec l'OLP réussit à Jéricho et à Jérusalem. Contrairement à un langage que l'on n'a que trop entendu, la France ne fait pas confiance aux Palestiniens plus qu'aux Libanais. Leur sort est une nouvelle fois lié. L'enjeu est de savoir si le Proche-Orient se verra imposer un ordre extérieur ou s'il sera capable de suivre sa propre voie, enjeu capital pour l'avenir des chrétiens d'Orient et d'un Islam modéré, mais aussi pour la francophonie et la politique arabe de la France, pour toute politique régionale hors du grand marché mondial, pour toute ambition extérieure de l'Europe en son nom propre.

Yves LA MARCK

(1) Selon les calculs de la revue *Arabica* (novembre 1993), 8 % seulement des familles libanaises dominent l'ensemble de la représentation nationale depuis 1920 (14 élections législatives).

BRÈVES

♦ **PAYS-BAS** : Lors d'un entretien télévisé pour la télévision néerlandaise, le prince héritier Guillaume-Alexandre des Pays-Bas s'est dit capable, psychologiquement, d'assumer son destin de futur roi. Le fils aîné de la reine Béatrix a dessiné les grandes lignes de son programme de formation, dont la première étape le conduisit jusqu'alors sur les bancs de l'Université de Leyde : un stage dans l'armée de terre et dans l'aviation pour compléter le bagage militaire acquis dans la marine, des plongées dans la société civile, des obligations protocolaires. On comprend que le prince héritier regrette dans ces conditions l'abolition du service militaire dans son pays.

♦ **JAPON** : L'impératrice Michiko du Japon a partiellement retrouvé l'usage de la parole qu'elle avait perdu le 20 octobre dernier après s'être évanouie au moment où elle s'appretait à fêter son 59^e anniversaire. La Maison Impériale a annoncé que l'impératrice pouvait désormais prononcer les mots *Heika* (Votre Majesté) et *Saya* (surnom familial de sa fille la princesse Nori). Selon le médecin de la Famille impériale, l'aphasie de l'impératrice serait due à des raisons psychologiques, et à un sentiment de profonde tristesse à la suite d'articles parus dans la presse populaire nipponne qui l'avait critiquée violemment, lui reprochant notamment son pouvoir tyrannique à l'intérieur du palais.

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : Tandis qu'on apprenait à Londres la décision - plus ou moins spontanée - de la princesse de Galles de réduire considérablement ses obligations officielles, la presse britannique se déchaîne en suppositions concernant l'avenir royal du prince Charles. Dans une chronique pour le quotidien *The Times*, l'une des hautes autorités de l'Eglise anglicane, l'archidiacre d'York, George Austin, a mis en doute les capacités de l'héritier du trône à devenir roi en raison des troubles de sa vie privée. « *Le Prince n'a pas respecté son serment devant Dieu* » a-t-il déclaré en faisant référence à la présence de Camilla Parker-Bowles dans la vie de Charles, « *s'il ne l'a pas respecté à cette occasion, comment pourrait-il aller à l'Abbaye de Westminster et à nouveau prêter serment lors de son couronnement* ». Dans un autre éditorial, le *Times* répond à ces attaques en arguant que « *la promesse d'une fidélité sexuelle n'a rien à voir avec la promesse de servir une nation. Un roi est plus le symbole de l'Histoire et de l'appartenance à une nation que le porte-parole d'une position morale* ». A Londres, le débat sur l'avenir de la monarchie est loin d'être clos.

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : La reine Elisabeth II reviendra en visite officielle en France, à deux occasions au cours du prochain printemps. Aux côtés du président François Mitterrand, la souveraine britannique que inaugurera le tunnel sous la Manche au début du mois de mai, avant de se rendre le 6 juin à Caen pour les cérémonies marquant le cinquantième anniversaire du débarquement allié en Normandie.

♦ **BELGIQUE** : Les restrictions budgétaires touchent aussi le palais royal de Bruxelles. Rompant avec une tradition observée depuis 1831, les militaires ne monteront plus la garde l'an prochain que de 8 h à 18 h devant le palais royal de Bruxelles. La suppression du service militaire, prévue pour 1994, a entraîné cette mesure d'économie. L'armée de métier manquera en effet d'effectifs pour assurer la garde jour et nuit devant le palais de Bruxelles et le château de Laeken.

(1) Bernard Stasi - « L'immigration : une chance pour la France » - Ed. Robert Laffont 1984 - toujours disponible à notre service librairie, prix franco 65 F.

B.R.

L'homme qui pourrait être roi ...

● **Royaliste : Monseigneur, votre histoire est celle d'un homme qui est tout à coup reconnu comme prince par un peuple qui habite un magnifique petit pays...**

S.A.R. le prince Nicolas : Oui... Cela ressemble à un conte de fée. Hélas, l'histoire a tourné très vite au cauchemar : la guerre civile a éclaté sur le territoire de l'ancienne Yougoslavie et le Monténégro s'est trouvé confronté à une situation terrible, dans laquelle il s'est posé la fameuse question « *to be or not to be* ». Quant à moi, je suis architecte, je suis démocrate, j'aime Paris, mais je me suis trouvé confronté à une situation dans laquelle j'ai pu peser ce que représentait le poids d'un nom dans une société qui vit un drame.

Depuis quatre ans, je me suis rendu compte que, même si je ne le voulais pas, même si ce n'était pas mon choix personnel, il fallait que je fasse mon devoir dès lors que mon nom pourrait être utile au Monténégro comme il l'a été pendant bien des années. Cela, je ne pouvais pas le refuser au peuple monténégrin. Que les choses soient bien claires : je ne suis pas royaliste, je préfère avant tout mon métier d'architecte, mais si les Monténégrins veulent que je devienne roi, je le serai.

● **Royaliste : Pourriez-vous nous dire quelques mots de l'histoire du Monténégro ?**

S.A.R. le Prince Nicolas : Le Monténégro est de ces pays qui n'ont que des limbes d'histoire parce qu'ils n'ont pas connu de stabilité et de continuité. Je ne porte pas un jugement de valeur, c'est une question de fait. Comme les autres pays yougoslaves, l'histoire du Monténégro est devant lui.

Comme ses voisins des Balkans, le Monténégro a commencé à se constituer au Moyen Age, puis a connu le destin des Balkans qui, comme vous le savez, ont été partagés

plusieurs siècles durant entre les empires autrichien et ottoman. C'est une très longue période qui ne saurait être comparée à une occupation militaire : les habitudes de vie se sont modifiées, la langue a changé, et l'influence de la civilisation dominante a été si profonde qu'elle explique encore aujourd'hui les conflits qui déchirent la région.

Comme les pays voisins, le Monténégro a subi l'occupation ottomane, mais il y a toujours eu dans le peuple un noyau de résistance. C'est là une situation historique exceptionnelle : imaginez qu'on découvre dans deux siècles, aux États-Unis, une tribu indienne qui n'aurait jamais été en contact avec la civilisation américaine ! Pendant cinq siècles, grâce au courage d'habitants favorisés par le relief montagneux, le Monténégro a représenté, pour les autres Slaves et notamment pour les Serbes, une tradition de liberté. Puis, au XIX^e siècle, les Slaves du Sud ont reconquis leur indépendance et formulé un projet fédéraliste pour la Yougoslavie. L'unité s'est faite après 1918, autour de la monarchie des Karageorgevitch, et avec une prépondérance serbe qui a été très mal supportée.

Ainsi au Monténégro : le prince Nicolas régnait sur le pays depuis 57 ans, il avait modernisé le pays, marié ses filles à toutes les familles royales d'Europe, et fait de Cetinje une véritable capitale. Naturellement, le prince Nicolas s'était porté au secours de la Serbie attaquée par l'Autriche, et ses troupes ont protégé la retraite de l'armée serbe vers la mer. En 1916, le Monténégro a été envahi par les Autrichiens, et la famille royale s'est repliée en Italie pour y poursuivre le combat. Mais quand le Monténégro a été libéré par les troupes françaises, les Serbes se sont empressés d'organiser une assemblée qui a voté l'annexion du pays à la Serbie et prononcé l'exil de la famille royale qui s'est installée à Paris avec le gouvernement. Au Monténégro, la résistance a

l'armée d'occupation serbe provoqué une petite guerre civile jusqu'en 1923-1924 dont on n'a guère parlé. Puis le Monténégro a souhaité s'intégrer loyalement à la Yougoslavie. Pendant la seconde guerre mondiale, les Allemands et les Italiens ont beaucoup joué sur les divisions internes à la Yougoslavie, en s'appuyant sur de petits groupes comme les Oustachis croates, et encouragé des massacres de nature génocidaire. Les Allemands ont d'ailleurs proposé à mon père de

revenir au Monténégro, alors qu'il était interné comme otage diplomatique en Allemagne : les pressions ont été fortes, celles de Ciano, des Nazis, de la reine d'Italie, mais mon père a naturellement refusé.

● **Royaliste : Comment analysez-vous la guerre civile qui fait rage aujourd'hui ?**

S.A.R. le prince Nicolas : La violence qui s'est déchaînée en Yougoslavie ne s'était jamais produite dans l'histoire, du moins avant

la seconde guerre mondiale. Il est arrivé que des Croates et des Serbes combattent dans des armées adverses, comme mercenaires chez les Turcs ou chez les Autrichiens, mais il n'y avait jamais eu de haine entre des peuples qui vivaient mélangés les uns aux autres. La crise yougoslave n'est pas la résurgence d'une histoire ancienne, le retour à de vieilles traditions de lutte, mais au contraire un phénomène moderne : autrefois, on occupait les pays pour en tirer profit, donc on ne tuait pas la population locale qui y travaillait. Le nettoyage ethnique est une pratique moderne, cette folie est un héritage du nazisme, c'est le nazisme qui reparait au sortir du système totalitaire communiste qui avait complètement refoulé ce qui s'est passé pendant la guerre.

J'ajoute que les églises catholique et orthodoxes, loin d'être des facteurs d'apaisement, cultivent l'esprit de revanche et les haines : ainsi l'évêque de Cetinje qui a accueilli à Noël dernier le « commandant Arkan », qui est un des principaux criminels de guerre serbes, ainsi les évêques catholiques croates qui demandent la béatification du Cardinal Stepinac qui fut une des figures de la collaboration pendant la seconde guerre mondiale. Mais il ne faut pas oublier non plus les terribles responsabilités des dirigeants politiques serbes, croates, bosniaques, monténégrins, qui ont tous été membres du parti communiste, et qui se sont reconvertis dans le nationalisme sans que l'ancien système soit en rien modifié : pas un commissaire de police n'a bougé, ce sont toujours les mêmes fonctionnaires qu'il faut solliciter pour avoir une place. Tous vous diront qu'ils n'ont jamais été communistes, ou qu'ils ont changé d'avis, mais les structures de pouvoir sont restées en l'état. Il est donc très essentiel de faire la différence entre les régimes serbe, croate, etc. et les peuples : en Serbie, comme en Croatie, le peuple souffre et il y a des gens formida-

bles qui sont menacés parce qu'ils sont démocrates et partisans de la paix : à Zagreb on les fustige comme « yougo-nostalgiques », à Belgrade comme anti-serbes.

● **Royaliste : Dans la crise yougoslave, quelle est actuellement la situation du Monténégro ?**

S.A.R. le Prince Nicolas : Au Monténégro, beaucoup de gens désirent ne plus être associés systématiquement à la politique du régime de Belgrade sans pour autant se séparer de la Serbie. Le Monténégro est un petit pays, mais c'est un pays qui compte sur le plan spirituel, et qui comptera dans la prochaine phase du conflit qui sera le conflit direct avec les Albanais du Kosovo. J'insiste : si on ne trouve pas de moyen de dialoguer au Kosovo, il y aura nécessairement un conflit. Or le Monténégro peut jouer un rôle modérateur, puisqu'il a 16 % d'Albanais sur son territoire qui revendiquent la nationalité monténégrine et qui ne pourront jamais se considérer comme serbes. C'est redire une fois de plus que le principe de l'État ethnique est une impossibilité qui conduit à une guerre sans merci : un conflit au Kosovo aurait des répercussions en Macédoine, où il y a beaucoup d'Albanais, la Bulgarie se trouverait nécessairement impliquée, et la Grèce aussi. C'est cette logique infernale qu'il faut éviter.

● **Royaliste : Pourriez-vous évoquer votre action ?**

S.A.R. le prince Nicolas : Je milite pour que le Monténégro devienne une base humanitaire pour tous les pays en guerre - ce qui est facile car le pays dispose du port de Bar. Je plaide pour que la diplomatie occidentale s'aperçoive du rôle apaisant que le Monténégro pourrait jouer dans la crise balkanique et pour qu'on assouplisse l'embargo au fur et à mesure que le pays fera la preuve de volonté d'apaisement. J'agis aussi pour que l'on vienne en aide à une population qui vit dans des conditions très difficiles : dites-vous bien que des malades meurent tous les jours dans les hôpitaux monténégrins parce qu'il n'y a pas de pénicilline, que des gens meurent d'une grippe, entourés d'excellents médecins, faute de médicaments. Mais l'aide la plus élémentaire est soumise à d'énormes pesanteurs bureaucratiques. En octobre dernier, je suis venu au Monténégro avec une mission de Pharmaciens sans Frontières ; puis il a fallu constituer un dossier, attendre l'accord de la CEE pour le financement, faire la demande d'autorisation auprès du comité des sanctions de l'ONU, attendre la réponse... Alors que tout le monde est d'accord pour l'envoi de médicaments, trois mois se sont écoulés pendant lesquels des gens sont morts parce que les médecins sont dépourvus de l'indispensable.

Toute mon action, au Monténégro et dans l'ensemble des Balkans, est tournée vers le rapprochement entre les peuples et le dialogue entre les chefs d'État : je n'ai pas d'autre vocation que d'être au service de la paix et de la démocratie.

● **Royaliste : Mais le gouvernement ?**

S.A.R. le Prince Nicolas : Le gouvernement est pris entre deux feux : il a été installé par le régime de Belgrade et il est complètement sous l'influence de Milosevitch, mais d'un autre côté il sait qu'il ne peut avoir de survie politique au Monténégro s'il défend un projet de

grande Serbie qui est inacceptable car il signifierait la disparition du Monténégro. Le gouvernement est donc obligé de tenir un discours sur la souveraineté du Monténégro, mais la télévision diffuse constamment la propagande de Belgrade - ce qui n'empêche pas une évolution très positive dans la population. Il est significatif que l'évêque du monastère de Cetinje, qui est partisan de la grande Serbie, se trouve maintenant très isolé. Un nouvel évêque monténégrin a d'ailleurs été proclamé par l'église orthodoxe monténégrine.

Propos recueillis aux Mercredis de la NAR

N.D.L.R. Pour des raisons techniques S.A.R. le Prince Nicolas n'a pu voir ce texte. Nous espérons que notre retranscription de ses propos a été fidèle et que nous n'avons pas trahi sa pensée.



Bourdnet

Il ne s'agit pas ici d'adresser un compliment, mais de faire un constat. L'itinéraire politique de Claude Bourdet est rectiligne, ses convictions fondamentales sont restées intactes, sa passion est toujours aussi vive, les objectifs qu'il n'a pas atteints demeurent à son horizon. Coïncidence ou conséquence, le fait est que cet homme de gauche, qui a milité dans beaucoup de formations et notamment au légendaire PSU, n'a pas rejoint le Parti socialiste. Claude Bourdet n'a rien à voir avec la gauche caviar, la gauche énarquique, la gauche fonctionnarisée et notabilisée qui s'affirme héritière de la tradition de Blum et de Jaurès sans bien la connaître ni la respecter.

D'où l'utilité du livre que Claude Bourdet a récemment publié (1) et qui retrace ses combats politiques - illustrés par ses principaux articles de *Combat*, de *France-Observateur*, de *Témoignage chrétien*. Les militants de gauche y trouveront un exemple à méditer, quant à la conviction et à l'engagement, et tous ceux qui s'intéressent à la vie politique française verront évoqués de façon précise et vivante le climat de la Libération, les luttes en faveur du neutralisme et de la décolonisation, et notamment la question algérienne.

L'hostilité de Claude Bourdet à la Constitution de la 5^e République et à la dissuasion nucléaire est tout à fait contestable de notre point de vue. Mais sa fidélité aux principes, son indépendance d'esprit et son courage méritent l'estime et, pour ceux qui le connaissent, confortent l'amitié.

B.R.

(1) *Mes Batailles*, Editions In Fine, 1993, prix franco 140 F.

« Vos fils et vos filles prophétiseront ... »

Avec ce second volume de « *La Communication prophétique* », Raphaël Draï resserre plus que jamais la confrontation entre « *La conscience des prophètes* » selon la tradition juive qu'il explore et ce que notre sensibilité à l'Histoire présente de plus vulnérable et de plus grave.

Que Dieu ait parlé aux Hébreux est, pour les « gens du Livre », une évidence un peu trop bien apprise... Les chrétiens, estimant le cycle des prophéties clos quant à la Révélation essentielle par la venue de Jésus Christ, admettent que, l'Esprit « soufflant où il veut », une communication du Ciel et de la terre se poursuive par la prière de l'Église et, au moins privément, par les visions de ceux qu'ils nomment les saints. Mais où est-il dit que chaque homme ne puisse atteindre à ce dialogue interpersonnel qu'instaure la relation avec le Dieu vivant ?

Quand les sciences cognitives modernes s'interrogent sur de tels « phénomènes », elles butent infailliblement sur l'étrange « message surnaturel » qu'est le songe et rejoignent ainsi la tradition qui veut que le Très-Haut suppléerait par les rêves à l'éloignement que l'état présent de l'Homme lui inflige. Le rêve soulèverait un peu le voile sur le visage du Dieu transcendant.

La Bible en témoigne à chaque page. Et Raphaël Draï entre dans l'exégèse des visions qui furent les charnières prophétiques de la pédagogie divine. Il aborde successivement, sur le mode de critique textuelle cher à la sagesse talmudique, la lecture que Joseph donne des cauchemars de Pharaon, les leçons que Daniel tire de ceux de Nabuchodonosor. Dans les deux cas, voilà un fils d'Israël constitué en décrypteur du courrier d'en-haut adressé aux puissants parmi les peuples. Et l'on ne peut déjà s'empêcher d'évoquer celui qui

s'érigea, de nos jours, en génial interprète de l'inconscient : Sigmund Freud.

Cette mission particulière s'enracine dans les expériences fondatrices du peuple juif, expériences dont on perçoit *a posteriori* la richesse et les risques. Risque de la folie pour Abraham que la communication divine saisit dans un désarroi profond, mais reconstruit pour l'avenir grâce à la Promesse. Risque égal pour Jacob que le songe de l'échelle surprend alors qu'il vient de perdre le puits d'eau vive de ses ancêtres ; il lui révèle l'incessante médiation des messagers qui vont et viennent entre terre et Ciel et, de l'« oreiller » de son sommeil, posé au seuil de cet ineffable « ascenseur-descenseur », fait la roche fondatrice et conclusive, la pierre ointe du Messie. Risque tout semblable en folie pour Ézéchiel, élevant sur ordre divin sa pauvre voix sur la vallée d'ossements pour qu'un peuple s'y lève, charnel et pénétré d'esprit, pour sa résurrection.

C'est alors que l'attention revient, comme sur un trait central de la conscience et de la connaissance contemporaine, à son héros paradoxal à maints égards : Sigmund Freud. Ce Juif qui se proclame « athée » s'inscrit-il - *volens nolens* - dans la tradition talmudique de l'interprétation des rêves lorsqu'il dote la science moderne du formidable outil de décodage qu'est la psychanalyse ? Celui à qui son père adresse à trente-cinq ans sur la page de garde d'une Bible une bouleversante dédicace maïmonidienne, qui dit qu'il reçut à sept ans le don de l'Esprit, a-t-il comme il

prétend, tout désapprît de l'hébreu de ses pères ? Celui qui ne dut son salut physique en 1938 qu'à l'intervention de Roosevelt et de Marie Bonaparte - mais qui prenait la fuite sous le regard de pierre du Moïse de Michel-Ange - était-il un prophète, fils de prophètes, ou sa révélation, faussement prométhéenne, de l'inconscient n'a-t-elle servi qu'à refouler l'esprit prophétique en notre temps ?

L'ambiguïté de la conscience juive contemporaine qui a forgé une part essentielle de notre univers mental et politique git au fond du débat dont Raphaël Draï livre ici les arrières-plans. Du trésor très ancien de la tradition juive (le « *Sepher Yetsira* » daterait d'Abraham, quinze siècles avant la pensée classique grecque) il remonte jusqu'aux aveux arrachés par sa propre méthode aux rêves du médecin viennois.

L'auteur déchiré du si peu scientifique brûlot qu'est « *Moïse et le monothéisme* » s'écarterait de Jésus comme du buisson ardent sinaïtique. Lisant dans le christianisme de Saul de Tarse une régression vers le matriarcat totémique dont le judaïsme, assumant le meurtre du Père, aurait tenté le dépassement, Freud était loin de percevoir à jour la perversité propre au national-socialisme qui l'horrifiait. Or, Sigmund à sept ans, si son père Jacob ne se trompait pas, n'aurait pas résisté à la terrible évidence : l'extermination hitlérienne des Juifs préludait à celle des chrétiens, « secte juive » redoutable, par les néopaiens pour une seule raison : leur haine de la Loi sinaïtique, cette Thora qui dompte la violence castratrice par l'infinie faiblesse de l'amour.

Luc de GOUSTINE

Raphaël Draï - « *La communication prophétique. La conscience des prophètes* » - Fayard, 1993 - prix franco 210 F.

François Mauriac et le plaisir d'être Français

La réédition des cinq tomes du *Bloc-notes* de François Mauriac a été saluée par une critique unanime, mais un peu trop concise à mon goût. Il y aurait tant d'études thématiques à tirer de cette chronique de quelques dix-huit années (1952-1970) ! J'ai eu souvent l'impression que mes chers confrères n'avaient pour ainsi dire qu'abordé le premier tome, sans doute le plus enlevé pour la polémique, le plus marquant pour la biographie de l'écrivain. L'entrée à *L'Express* de Jean-Jacques Servan-Schreiber et de Françoise Giroud fut un sérieux événement politico-littéraire en pleine vague mendésiste. Mauriac retrouvait une nouvelle jeunesse grâce à cette conjonction provocante d'un Nobel couvert de gloire, classique, catholique et d'un public étudiant, universitaire, de gauche. Ce n'était pas infidélité à sa bourgeoisie natale, comme osent le dire quelques amateurs de clichés. D'un bourgeois à l'autre, Mauriac préférerait alors la « progressiste » à celle qu'il brocardait cruellement en la personne de Messieurs Roger Duchet ou Joseph Laniel.

Seule la conviction le déterminait, en libre écrivain qu'il était. Sur ce point, quelles leçons il nous donne... Certes, il est méchant parfois, cruel mais il sait regretter publiquement ses méchancetés. L'admirable chez lui est son refus des rigidités maniaques. Il sait trop la complexité de l'histoire, celle des individus pour ne pas revenir parfois sur ses jugements, les nuancer, tenter de comprendre les raisons de l'adversaire. Une véritable intelligence en action, une psychologie toujours éveillée, un sixième sens, tant de dons pour saisir bien au-delà de ses contemporains. Les imbéciles (au sens bernanosien) disent de tels êtres qu'ils bravent toutes les « orthodoxies ». Eh bien, justement non ! Le propre de Mauriac c'est son orthodoxie, c'est-à-dire sa pensée droite, une aptitude à juger qui lui vient de la droiture de l'esprit et d'un flair supérieur. Il sait penser assez haut pour recevoir les héritages contrastés que les faibles croient contradictoires. De Barrès il a reçu parce que cela lui correspondait la langue, la musique, la sensibilité à fleur de peau. Mais il est infiniment plus rationnel et on ne trouve pas dans le *Bloc-notes* les sottises énormes des *Cahiers* - pourtant si riches et intéressants que Plon va rééditer en janvier. Du Barrès de *Leurs Figures*, le chroniqueur a aussi recueilli un certain art de l'observation de la scène publique. Pourtant l'écrivain qui avait accueilli son cadet avec un si bel enthousiasme n'est un médiateur si adéquat que parce qu'il symbolise toute la littérature française. C'est un des bonheurs du *Bloc-notes* que de tomber à chaque feuillet sur une réminiscence littéraire, toujours aussi bien ajustée. Les grands prédécesseurs semblent ainsi nous armer d'une sagesse qui confond.

Toute la littérature française ? Oui, si on l'imagine foncièrement ancrée dans le classicisme du XVII^e siècle, réépanouie dans le romantisme et prodigieusement féconde au tournant du XX^e siècle parce qu'irriguée de la même sève. En son sein, il appartient plus particulièrement à une famille (Chateaubriand, Barrès) dont il se réclame, « avec d'anciennes et solides alliances du côté de Port-Royal ». Pascal, sans aucun doute. D'où non son ambiguïté mais son ton singulier. D'un côté, il sait très bien que « les écrivains de cette race » - Aragon et Malraux en sont - « recherchent tous l'effet et l'attitude la plus avantageuse, la musique et la pose, alors que les dialecticiens venus après eux s'inquiétaient d'être vrais ; pour moi, je me trouve dans l'entre-deux tenant d'une certaine imposture, comme mes frères de la même lignée, mais le christianisme m'impose son sérieux et authentifie ma recherche... ».

À dire vrai, je crois qu'il y a encore autre chose qu'il ne dit pas ici. La sensualité de la langue, qui exprime tous les chatolements de la forme (au sens de Goethe). Sa voix charnelle, pourtant terriblement blessée, restituait au physique la gourmandise des mots et de la phrase. Mais à travers tous les sens, la forme dit toujours l'esprit et le cœur, si bien qu'on peut transiter sans heurts de Chateaubriand à Pascal et de Barrès à Bernanos. Le style et la musique Mauriac sont dans l'entre-deux, où il est inimitable. Combien de pages évoquent ainsi le paysage, la terrasse et la maison de Malagar avec ce ton qui parle de la nature pour dire le

langage de l'âme : « Pendant que je dormais, des nuées ont surgi de partout. L'orage monte à pas de voleur. Je revis l'un de ces après-midi de silence oppressant, où nous guettions le premier grêlon sur les vignes comme fascinées et dont pas une feuille ne bougeait ».

Mais puisque la politique tient la part massive dans le *Bloc-notes*, il faut revenir sur la spécificité du regard mauriacien sur les choses de la cité. Pas théoricien, pragmatique toujours, ce qui ne signifie pas « machiavélique », prophétique au sens où sa connaissance des hommes le rend supérieur aux politiques les plus rompus à l'analyse. De ce point de vue, telle conversation avec Pierre Mendès-France est caractéristique. Au lendemain de mai 1958, l'ancien Président du Conseil explique à Mauriac comment de Gaulle ne pourra pas sortir du carcan où l'enferment les généraux d'Alger. C'est parfaitement argumenté, au point de réduire l'interlocuteur au silence. Mais celui-ci n'est pas convaincu, et il perçoit qu'il a raison de ne pas l'être : « De Gaulle, lui, détient la puissance. Il le montre quand il le croit nécessaire. S'il rentre les griffes, nous ne dirons pas, « Il cède, c'est donc qu'il a peur ! ». Nous penserons seulement qu'il fait patte de velours. Mais les griffes sont toujours là. Les raisons qu'il a de les rentrer, nous n'en sommes pas juges, tant que l'épreuve de force est en cours ». Les traits de lucidité comme celui-ci sont innombrables et ils s'expliquent par la supériorité de la psychologie « littéraire », ainsi que par une sorte de communication des idiomes entre le personnage hors des séries qu'est de Gaulle et l'amateur d'âmes fortes.

Mais Mauriac, en défendant le fondateur de la V^e République défend aussi ses propres convictions, c'est-à-dire un patriotisme exigeant, attentif au rayonnement de la nation, celui-ci étant incompatible avec la façon où en certaines circonstances un peuple peut perdre son âme. Sur le Maroc, sur la Tunisie, il est trop évident qu'il avait raison. Là aussi, il avait compris que Mohammed V et Bourguiba étaient des hommes avec qui on pouvait et avec qui il fallait s'entendre. À propos de l'Algérie, les choses me paraissent moins claires. Aurions-nous pu trouver assez tôt les véritables interlocuteurs pour arrêter la tragédie et peut-être éviter l'actuel chaos ? Mauriac pressent très tôt comment le cours des choses eut été différent si le FLN avait répondu aux premiers appels de de Gaulle. Le pourrissement des années suivantes empêchait toute solution de compromis où les fidélités légitimes auraient pu tendre la main à la justice.

Là encore, la sensibilité très vive de l'écrivain tient à sa faculté de communion avec toutes les familles de pensée en gardant son indépendance. Homme de droite il l'est de naissance, d'extraction barrésienne. Mais il peut combattre lorsqu'il le faut avec la gauche et se sentir en son sein bien à sa place. Catholique il a vécu toute sa vie les déchirements entre militants du Sillon et de l'Action française. Et bien qu'il se déclare fils de Marc Sangnier, il ne peut nier ce qu'il doit à Maurras, son journal ayant été l'unique dans sa vie qu'il ait lu de la première à la dernière ligne. C'est au contraste des influences et à la liberté de l'intelligence qu'on mesure son importance de penseur politique.

Une autre étude s'imposerait à partir du *Bloc-notes*, celle de son christianisme, toujours profond et dont les engagements successifs ne sont pas du tout en contradiction, comme le pensent les critiques sommaires. Le chrétien qui soutient les prêtres de la mission de France inquiétés pour leurs liens avec les populations musulmanes d'Algérie n'est pas en contradiction avec le chrétien qui s'inquiète du délitement spirituel de l'Église postconciliaire. Ne pas comprendre cela c'est n'avoir rien compris à François Mauriac. Le plaisir d'être Français, ai-je écrit. Et non pas la joie, parce qu'il y a de l'amertume parfois à vivre nos divisions. Mais le plaisir aussi certes d'aimer comme l'artiste nous le permet.

Gérard LECLERC

François Mauriac - « *Bloc-notes* » 5 tomes, nouvelle édition, coll. Points Essai - Le Seuil. Présentation et notes de Jean Touzet.

Gérard Leclerc.



Balzac

Moi, Marie-Antoinette

Après un « *Montherlant sans masque* » qui, voici dix ans, avait secoué le petit monde de la littérature, ce livre * de Pierre Sipriot nous présente un grand du roman français du XIX^e siècle.

Si vous voulez tout savoir sur l'auteur de *La comédie humaine*, alors lisez la biographie de Pierre Sipriot qui répond à nombre de questions sur l'origine des thèmes majeurs de l'oeuvre de Balzac : le procès, les femmes, l'argent, le mariage, et tant d'autres choses...

A la lecture de ce livre, on reste étonné par le poids du « vécu » dans les écrits du romancier. De même, le créateur de *La duchesse de Langeais* a peint bon nombre de personnages de la société d'Ancien Régime transportés dans les années de la Restauration.

Mais Honoré de Balzac ne fut pas qu'un monstre de littérature, un boulimique de l'écrit. Il fut aussi le père du roman historique français (*Les chouans*), du Guide pratique... imprimeur, homme d'affaires bourré d'idées mais très mauvais gestionnaire qui se couvrit de dettes malgré l'aide d'un cousin juge au tribunal de commerce.

L'ouvrage intéressera les amoureux de Balzac, qui y trouveront bon nombre de renseignements peu ou pas connus. On conseillera aux autres, afin d'éviter l'ennui, voire la noyade, sous le poids de l'érudition de Pierre Sipriot, de lire d'abord quelques textes du romancier avant que de s'attaquer à cette biographie.

Marc DESAUBLIAUX

* Pierre Sipriot - « *Balzac sans masque : splendeurs et misères des passions, 1799-1850* » - Ed. Robert Laffont - prix franco : 170 F.

**D'accord avec nous ?
adhérez à la N.A.R.**

Au fond de son cachot humide, « *dans un vêtement de deuil qu'on lui a donné lorsqu'elle était encore au Temple, ses beaux cheveux sont devenus ternes et secs, elle a un bonnet de veuve tout défraîchi, elle est tellement maigre et pâle que l'on pourrait la casser* », Marie-Antoinette rédige sur un vilain papier l'histoire d'une vie « *qui est allée en s'amplifiant vers le malheur...* ».

« *Elle* levée dans une cour austère et bien ordonnée », la petite Toinette a quinze ans lorsqu'elle arrive à Versailles pour faire connaissance de celui qu'elle a épousé par procuration quelques semaines plus tôt. Aussitôt, elle se trouve déçue par un Versailles ennuyeux, « *son horreur du mensonge et de la dissimulation lui causera plus de tort que de bien* » dans cette cour où étiquette et hypocrisie règnent en maîtres.

Un signe de plus qui aurait dû la mettre en garde, comme elle s'en rend compte aujourd'hui ! Elle était née ce 2 novembre 1755 alors que son père et ses frères aînés assistaient à la messe des Morts, elle fut baptisée le lendemain avec les prénoms de ses parrain et marraine, souverains du Portugal, alors qu'un cataclysme achevait d'anéantir Lisbonne. Quant à son époux, le courrier qui venait annoncer sa naissance au roi s'était tué en tombant de cheval. Le jour de la cérémonie, la jeune épouse fit une tâche d'encre sur l'acte de mariage et le feu d'artifice dut être annulé par la colère des cieux. Oui, tout commençait mal. Aujourd'hui, Marie-Antoinette raconte, explique, confesse... et règle quelques comptes !

« *Mon Dieu, qu'ai-je donc fait pour mériter tant de haine et d'incompréhension ?* ». Elle aimait ses enfants, son mari, la France, mais elle se devait d'être reine plus

que femme. Certes, elle y avait été préparée mais Vienne n'était pas Versailles, d'ailleurs Versailles n'était pas Paris et Paris n'était pas la France... Son petit roi Louis XVII et Mousseline, que d'épreuves



auront-ils, eux aussi, traversées ; où sont-ils maintenant ?...

Du fond de sa cellule de la Conciergerie, celle que l'on jalousait hier garde bien de la rancœur à son entourage d'alors : Provence et Artois ne l'ont jamais aimée, toutes ses amitiés n'étaient que de cour, « *la famille des Polignac vécu bien grâce à ma stupidité* ». Seul Axel,

peut-être... mais à sa façon, et en tout honneur ; néanmoins elle le confesse et en appelle à son « bon Louis ». Louis, « *le plus honnête homme de toute la cour* » lui avait offert Trianon pour qu'elle puisse fuir de temps à autre l'artifice et le mensonge. Aujourd'hui elle regrette ses erreurs, bien involontaires, irréfléchies. Elle a sa conscience en paix... Elle regrette de ne pas avoir plus écouté les conseils de sa mère la mettant en garde contre les extravagances de la « tête à vent » qu'elle était au temps du bonheur, elle regrette son orgueil, sa vanité. Mais elle se défend pied à pied de toutes les accusations, affaires et autres intrigues dans lesquelles on a voulu la salir. Maintenant, avec le recul, elle réalise combien on l'a abusée, combien les malheureuses coïncidences ont pesé lourd dans son destin. Marie-Antoinette de Lorraine-Autriche, veuve du roi de France, n'a que 38 ans. Demain, elle gravira les marches de l'échafaud...

Non bien sûr, Marie-Antoinette n'est pas l'auteur de ce livre dont le titre, l'utilisation de la première personne du singulier et surtout la qualité d'écriture pourraient tromper le lecteur. L'auteur est l'arrière-arrière-petite-nièce de ce personnage dont elle retrace à l'occasion du bicentenaire de son supplice une biographie sincère, rédigée « *avec intuition, connaissance et générosité de coeur* ». Isabelle, comtesse de Paris, semble avoir tellement bien compris cette femme - elles sont de la même race - qu'on en oublierait vraiment que dans la crainte d'un ultime complot on l'avait démunie de tout papier et crayon...

Patrick LEWILLE

Isabelle, comtesse de Paris - « *Moi, Marie-Antoinette* » - Ed. Robert Laffont, 240 pages - prix franco : 110 F.

Au gui l'an neuf !

Il est des traditions auxquelles il faut bien sacrifier même si elles ont un côté un peu artificiel. Celle des vœux de fin d'année en est une. Mais en exécutant cet exercice ici, je souhaiterais cependant que nos lecteurs sachent qu'au delà des formules conventionnelles, nous leur sommes infiniment reconnaissants.

Reconnaissants d'être restés fidèles à la N.A.R. et à *Royaliste* en dépit de désaccords, sans doute mineurs mais pouvant être agaçants à la longue. Reconnaissants d'être toujours royalistes même si parfois l'attitude de la Famille de France décourage. Reconnaissants pour l'aide financière qu'ils nous apportent en dépit de leurs propres difficultés matérielles. Reconnaissants enfin pour les efforts personnels qu'ils font pour faire connaître notre journal : dépouillés de moyens financiers nous ne pouvons compter que sur leur action pour vivre et nous développer.

Que 1994 apporte donc à nos lecteurs et à leurs familles, joie, bonheur et santé et voit la réalisation de leurs vœux personnels les plus chers, en particulier pour ceux - et ils sont nombreux - durement éprouvés par le chômage.

Quant aux souhaits que nous formons pour notre pays, ainsi que ceux émis pour notre mouvement, ils sont tellement évidents qu'il est vain de les formuler autrement que par le vieux cri de « Vive le Roi ! ».

Yvan AUMONT

ILE-DE-FRANCE

AUX AMIS ABSENTS...

Cher(e) ami(e),

Nous comptons vivement sur votre présence lors de notre récente réunion d'organisation qui a eu lieu le 18 décembre.

Or, vous avez probablement été empêchés pour des raisons personnelles, malgré l'assurance que vous nous aviez fournie d'être des nôtres lorsque nous vous avions contacté à diverses reprises.

La finalité de votre engagement royaliste implique de rejoindre la petite équipe qui s'efforce difficilement de mener une action militante politique sur le terrain. Malgré son ingratitude apparente cette présence peut être et se révélera payante à terme, comme cela a été mis en évidence lors du dernier Conseil national.

Si une autre politique est possible, elle doit l'être aussi en nous. Notre préoccupation doit être de donner aux douloureuses réalités de notre temps une dimension politique, propre à nos principes de justice et de progrès.

Chacun d'entre nous doit se remémorer les raisons qui l'ont conduit à adhérer à notre mouvement. A chacun d'entre nous d'en tirer les conséquences en responsabilisant son action.

Pour la Fédération NAR
Ile-de-France

Hugues BOUCHU, délégué

P.S. Notez déjà la date du samedi 15 janvier pour notre « *Pot de l'an nouveau* ». Nous serions très chagrins que vous ratiez aussi ce rendez-vous !

MERCREDIS DE LA N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 25 F).

● Mercredi 5 janvier - L'espionnage fascine par son côté mystérieux, et séduit par le caractère romanesque qu'on lui prête. Au-delà des clichés, quelle fut et quelle est aujourd'hui sa réalité ? Journaliste, attaché à la direction de l'Événement du Jeudi, Pascal KROP a longtemps étudié cette question dont il vient de faire l'histoire dans un livre passionnant « *Les secrets de l'espionnage* » : un siècle de secrets grands et petits, à partir desquels une réflexion politique s'impose.

● Mercredi 12 janvier - Dans la misère du monde, il y a la prostitution, spectacle habituel, et pratique de masse, qui fait oublier que le mot rime avec exploitation. Professeur d'histoire à l'université de Grenoble (qui apporta une remarquable contribution lors d'un colloque que nous avions organisé sur la Révolution) Jacques SOLÉ vient de publier un monumental ouvrage, « *L'âge d'or de la prostitu-*

tion », sur la prostitution en France et dans le monde, qui est à la fois une histoire et une enquête qui pose une question grave : la société industrielle engendre-t-elle la société prostitutionnelle ?

● Mercredi 19 janvier - sujet non encore fixé.

● Mercredi 26 janvier - Jean Moulin était-il un agent soviétique ? A cette question en forme d'accusation posée par un journaliste sans scrupules, l'historien Pierre VIDAL-NAQUET a répondu par un livre, « *Le trait empoisonné. Réflexions sur l'affaire Jean Moulin* », dans lequel il réduit en poussière les allégations calomnieuses qui visaient le héros de la Résistance, au fil d'une superbe leçon sur le métier d'historien. La conférence que Pierre Vidal-Naquet a accepté donner ne sera pas seulement intéressante, mais nécessaire.

INVITATIONS POUR LES
MERCREDIS DE LA NAR

Pour recevoir régulièrement les invitations pour nos réunions des « *mercredis de la N.A.R.* », faites-nous en la demande.

Pour des raisons d'économie nous n'envoyons le programme qu'aux personnes l'ayant demandé explicitement

LYS ROUGE

Le *Lys rouge*, revue trimestrielle unanimement appréciée d'un public cultivé et avisé (mais si, mais si...) va prochainement être contraint de modifier ses tarifs dont la modicité actuelle fait honte à notre administrateur ! Une âpre négociation avec lui nous a permis de repousser cette mesure injuste mais prétendument nécessaire au 1^{er} janvier 1994. Alors, n'hésitez pas, profitez vite de l'ancien tarif (quatre numéros pour 60 F) pour vous abonner ! Ceux qui sont déjà abonnés peuvent également en profiter pour prolonger leur abonnement.

Règlement à l'ordre de « *Royaliste* » C.C.P. 18.104.06 N Paris.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Les enjeux se dramatisent

Les beaux jours de la droite sont terminés. Elle ne le sait pas encore, elle s'en apercevra sans doute trop tard, et ses chefs, ses élus et leurs multiples alliés pensent pouvoir engranger les bénéfices de leurs succès tactiques avec l'assurance de ceux qui paient pour avoir la paix.

L'approbation triomphale de la déclaration du Premier ministre, le 15 décembre à l'Assemblée, ne saurait faire illusion. En se laissant proclamer présidentiable, M. Balladur prend le risque de rameuter les spadassins et coupe-jarrets de ses rivaux, qui auront tout le temps nécessaire aux intrigues et aux coups bas. Et l'indéniable victoire politique remportée par le gouvernement dans les négociations du GATT ne peut faire oublier trois faits : elle a été obtenue au prix de graves concessions dans le domaine agricole, qui accroissent le désarroi du monde rural ; l'offensive américaine sur le front culturel est seulement retardée ; la signature de l'accord commercial n'aura pas d'effets mécaniques sur la croissance économique. Somme toute, le Premier ministre aura réussi à éviter le pire : il a évité le piège du GATT, il a fui la confrontation sociale à coups de milliards et de projets retirés, il a vaincu sans peine une opposition parlementaire réduite à l'impuissance, et maintenu jusqu'au 15 décembre des relations courtoises avec l'Élysée.

CONFLITS

A l'aune d'une droite conservatrice qui veut gérer le pays (et ses propres affaires) sans vagues et sans bruit, c'est là un bilan remarquable. Mais elle juge selon ses critères, au mieux selon ceux de la classe dirigeante qui tient pour réussie une politique qui permet de conquérir le pouvoir et de s'y maintenir. De fait, la puissance des formations de droite est impressionnante puisqu'elles contrôlent à la fois le gouvernement, le Parlement, la plupart des régions et la majorité des départements, les prin-

cipales entreprises, les radios et les télévisions - sans oublier les énormes ressources financières, pas toujours légales, dont elles disposent.

Un jour ou l'autre, cette puissance va faire peur, dans un pays où l'on aime passionnément la liberté. Et cette puissance va scandaliser, quand on s'apercevra qu'elle n'est pas au service de l'intérêt général. Pour dire les choses clairement, il faut employer les expressions d'autrefois, qui s'imposent dans la période réactionnaire que nous vivons : la droite fait une politique de classe, sans même brandir l'alibi de



l'idéologie libérale ; la droite fait la politique de la classe privilégiée, qui n'a même plus l'excuse de la gestion efficace puisque le chômage augmente, puisque la dette publique s'accroît, puisque nous vivons dans l'attente de la reprise économique extérieure. C'est ainsi que la droite est en train de créer les conditions d'un affrontement social majeur.

Comme la gauche naguère, les gens au pouvoir ne s'aperçoivent pas que les citoyens observent, comprennent, et finissent par porter des jugements nets et parfois tranchants. Les fines explications sur l'économie de l'offre n'empêchent pas de comparer les milliards donnés au patronat et l'augmentation du chômage, le train de vie de la classe possédante et le scandale visible de la misère. Une comparaison jugée grossière par les experts n'a jamais empêché un gouvernement de tomber...

Comme la gauche naguère, les gens au pouvoir tiennent pour négligeable l'attachement des citoyens aux principes de la justice et de la liberté, et les provoquent sur le plus sensible des sujets. En 1984, la gauche semblait menacer, à tort ou à raison, l'enseignement libre. Aujourd'hui, la droite semble (1) porter atteinte au principe de la justice dans la répartition des crédits pour l'enseignement, au mépris du principe de laïcité et, de surcroît, dans le parfait mépris du débat démocratique. Ce faisant, elle a commis la faute impardonnable de rallumer une guerre scolaire qui était bel et bien terminée.

LE PIRE ?

Comme la gauche naguère, la droite conservatrice est persuadée que ses erreurs et ses fautes lui seront pardonnées, en oubliant qu'elle est massivement majoritaire dans les institutions mais pas dans le pays. De plus, elle se croit à l'abri des crises politiques européennes qui font suite à l'effondrement du communisme soviétique et qui se traduisent par deux faits majeurs : l'heure des libéraux est passée, et la tendance est maintenant social-démocrate ; les partis de droite qui utilisaient la peur du communisme pour se maintenir au pouvoir et en profiter n'ont plus lieu d'être. A cet égard, le naufrage politique et moral de la démocratie-chrétienne devrait être médité par les conservateurs français qui ne tirent plus qu'un faible parti de la peur de l'étranger, qui laissent prospérer la corruption et qui sont de plus en plus coupés du pays.

C'est dire que la droite conservatrice est en train de réunir les conditions de son échec. Nul ne peut en prévoir le moment. Mais si l'opposition reste en l'état, nous serons comme en Italie, comme en Russie, à la merci de n'importe quels démagogues. La perspective du pire sera d'ailleurs le dernier argument des conservateurs aux abois. En France aussi, les enjeux se dramatisent.

Bertrand RENOUVIN

(1) Le recul manque pour apprécier la loi Bayrou. J'y reviendrai dans mon prochain éditorial.